



FRONT COMMUN POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ESPACES PROTEGES  
«F.C.P.E.E.P/Asbl » en sigle/ N° JUST.112/DP-SK/CA/5099/2016  
Adresse : KAVUMU/KABARE/SUD-KIVU/ RD.CONGO  
Tél. : (+243)975773323, (+243) 859400851  
Courriel : [fcpeep@gmail.com](mailto:fcpeep@gmail.com) / [www.fcpeep-rdc.org](http://www.fcpeep-rdc.org)

## *Les conséquences humaines et environnementales des produits chimiques et déchets dues à la pandémie du COVID-19 dans la ville de Bukavu et ses environs.*



**Décembre 2020**

## **Table des matières**

LISTE DES ABREVIATIONS.....	2
<b>Résumé exécutif</b> .....	3
<b>INTRODUCTION</b> .....	9
I.1 Analyse du contexte.....	9
I.2. Evolution de la COVID-19 dans la province du Sud-Kivu.....	11
<b>II- ANALYSE DES IMPACTS DE LA PANDEMIE SUR LES PRODUITS CHIMIQUES ET DES DECHETS DANS LA PROVINCE DU SUD-KIVU</b> .....	13
II.1. Mesures de prévention prises .....	13
II.2. Dégâts constatés .....	16
<b>II.2.1. Du point de vue socio-économique</b> .....	19
<b>II.2.2. Du point de vue Sanitaire et environnemental</b> .....	20
<b>II.2.3. De l'apparition d'une nouvelle catégorie de déchets</b> .....	22
II.4. Dispositifs pris face à ces dégâts.....	25
II.5. Les modes de gestion des produits chimiques et matériels de protection utilisés dans la riposte contre la covid-19 au Sud-Kivu .....	26
<b>CONCLUSION</b> .....	27
<b>RECOMMANDATIONS CONCRETES ET PERTINENTES</b> .....	28
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	29
<b>A. Ouvrages et articles</b> .....	29
<b>B. Sources orales (entretiens)</b> .....	30

**LISTE DES ABREVIATIONS**

**\$** : Dollars américains

**EPI** : Equipement des Protection Individuelle

**COVID-19** : Corona Virus Disease 2019

**Dr** : Docteur

**FCPEEP** : Front Commun pour la Protection de l'Environnement et des Espaces protégés

**INRB** : Institut National de Recherche Biomédicale

**IPEN** : International Pollutants Elimination Network

**JUST** : Justice

**Km** : Kilomètre

**MVE** : Maladie à Virus Ebola

**ODD** : Objectif de Développement Durable

**OMS** : Organisation Mondiale de la Santé

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**OCB** : Organisation Communautaire de Base

**RDC** : République Démocratique du Congo

**WASH** : Eau-Hygiène et Assainissement

## **Résumé exécutif**

### **1-Quelques points majeurs de la pandémie du COVID-19 en RDC en général et dans la province du Sud Kivu en particulier**

La gestion résiliente des crises sanitaires dans des États fragiles à l’instar de la RD Congo est toujours émaillée de plusieurs imperfections en raison de l’inefficacité des institutions, dans la prise des stratégies et/ou politiques de résilience. Les différentes crises sanitaires qu’a connu la RDC durant la dernière décennie avec l’apparition de plusieurs épidémies comme : le choléra, la maladie à virus Ebola (MVE), la poliomyélite et la rougeole, ont eu des impacts négatifs sur les plans social, environnemental, économique, sanitaire...

En tant qu’organisation humanitaire dévouée pour la protection de l’environnement et la préservation de la santé humaine, l’ONG FCPEEP avec le soutien de la coalition d’ONG internationale « IPEN » a entrepris un travail de documentation qui consiste à décrire et commenter brièvement la pandémie de la COVID-19 dans la province du Sud Kivu, à analyser les impacts de la pandémie sur la prolifération des produits chimiques et des déchets, à concevoir les supports de sensibilisation pour alerter le grand public sur le potentiel danger inconnu provenant des produits chimiques et déchets abondamment sollicités durant la crise sanitaire à Coronavirus ; à formuler quelques recommandations concrètes réalistes aux autorités locales et autres parties prenantes pertinentes pour éviter les effets néfastes dérivés des mesures barrières à la COVID-19.

### **2-Les conséquences de la pandémie sur la prolifération des produits chimiques et déchets dangereux dans la province**

La pandémie de COVID-19 qui fut déclarée en RDC le 10 Mars 2020, a produit à son tour, une série des chocs et entraîné une kyrielle de conséquences fâcheuses très visibles sur les plans sanitaire et environnemental dans tout le pays en général et dans la province du Sud-Kivu en particulier.

Dans la lutte contre la propagation de la pandémie (Covid-19) dans la province du Sud-Kivu, un ensemble de mesures barrières a été mis en vigueur au niveau provincial ; il s’agit principalement des solutions proposées pour des soins de santé constituées d’une panoplie de produits chimiques (désinfectants chimiques, gels hydro-alcooliques), des matériels de protection ainsi que la prolifération des emballages à emporter et plus précisément des

plastiques à usage unique qui ont des effets négatifs voire indésirables sur l'environnement et la santé humaine. Compte tenu leur gestion non rationnelle et incontrôlée, Les déchets non biodégradables (déchets médicaux et les équipements de protection tels que masques faciaux ou caches nez, gants, sur-chaussures, camisoles, les déchets plastiques résultant des services de restauration) ont augmenté de façon exponentielle dans la ville de Bukavu et ses environs en cette période de la pandémie au point de faire émerger de manière significative une nouvelle catégorie des déchets dangereux.

Une situation qui illustre suffisamment la corrélation entre la pandémie du COVID-19 et la propagation des produits chimiques et déchets devenue très préoccupante dans la province du Sud Kivu. Les produits chimiques qui ne sont pas approuvés par les services agréés, les masques faciaux après usages, des flacons plastiques contenant des gels de désinfection, les plats, canettes, cuillères, fourchettes et autres contenant plastiques à usage uniques déversés par les restaurateurs (l'interdiction des rassemblements dans les lieux publics oblige les propriétés des restaurants et autres chaînes alimentaires à solliciter abondamment les emballages plastiques à usage unique) sont devenus des principaux déchets de la ville. Devant l'absence d'une politique appropriée des autorités provinciales et centrales à ce sujet, les cours d'eau, les lacs de la région, les rues, les circuits de canalisation d'eau constituent désormais des dépotoirs géants de cette nouvelle catégorie de déchets. Pis, de part leur caractéristique (déchets hospitaliers, déchets non bio dégradables et contenant des toxiques) la ville de Bukavu en particulier et toute la province en général avance inéluctablement vers une prochaine sanitaire due aux conséquences néfastes de la COVID-19.

Grace à cette étude de terrain conduite par l'ONG locale FCPEEP avec le soutien du Hub Afrique Francophone de l'IPEN sur la relation entre la pandémie actuelle et la pollution par les toxiques et déchets dangereux, il en ressort des conclusions suivantes :

**La pandémie de la COVID-19 a favorisé l'émergence de déchets toxiques et dangereux au sens de la Convention de Bale et de la SAICM en RD Congo en général et dans la province du Sud Kivu particulièrement.**

Les additifs chimiques contenus dans les produits utilisés contre la propagation du Covid-19 sont principalement présents dans les gels hydro alcooliques (solutions de désinfections des mains) et les emballages plastiques. Ceux-ci ont été abondamment sollicités et répandus dans au sein de la population au fort de la crise.

En effet, les gels hydro alcooliques et les emballages plastiques, notamment ceux à l'usage uniques comme les canettes, les boites de conserves ... peuvent contenir du bisphénol A, un perturbateur endocrinien démontré, ayant par ailleurs des effets néfastes sur la santé de reproduction. De même, les gels hydro alcooliques en circulation dans le pays sont pour la

plupart composé à plus de 80% d'éthanol (mentionné sur l'étiquette). Pourtant le [Centre international de recherche sur le cancer](#) classe l'éthanol dans le [groupe 1 des agents cancérigènes pour l'homme](#) .

En outre, d'après une étude récemment publiée par le réseau d'ONG international IPEN intitulé les [Additifs toxiques du plastique et l'économie circulaire](#) ; les emballages plastiques sont susceptibles de contenir plusieurs additifs toxiques. (Cadmium, plomb, microbilles, hydrocarbures aromatiques polycycliques, phtalates et des Polluants organiques persistants (POP) comme les [retardateurs de flammes](#) et les produits [chimiques perfluorés](#)).

Tant qu'il est vrai que nous n'avons pas réussi à collecter auprès des autorités en charge des statistiques fiables au sujet de la quantité et la qualité des intrants utilisés pour faire face à la pandémie, nos investigations sur le terrain ont débouché sur des estimations à savoir : plus de trois millions de masques faciaux sont rentrés dans la province en guise de mesures barrières, des tonnes de litres de gels hydro alcooliques dans les contenants plastiques à l'usage unique, des milliers de gants médicaux en plastiques, des milliers de sur-chaussures et des camisoles. Ceci grâce aux mini sondages menés chez les restaurateurs au sujet de l'utilisation des plastiques à usage unique, à quelques commerçants des masques faciaux et de gels. Il convient de noter qu'avec l'avènement de la pandémie à COVID-19, on a assisté une croissance exponentielle des commerçants de masques faciaux, des gels et autres mesures barrières, lesquels étaient pratiquement inexistant avant le déclenchement de la crise sanitaire. En plus, un autre facteur qui a compté pour l'estimation de quantité de masques et gels en circulation est la population totale de la province, car l'usage de masques faciaux et gels a été rendu obligatoire par les autorités. Ainsi, les masques étant individuels, pour une population provinciale estimée à 3 millions 500 mille habitants ; la moyenne des masques à usage unique ou lavable utilisée tournerait entre 2.5 millions et 3 millions.

Tout cet arsenal anti-COVID qui continue par ailleurs à entrer dans la province finisse après quelques jours seulement voire quelques heures d'usage dans les dépotoirs, les incinérations à ciel ouvert, les écosystèmes marins et bien d'autres.

### **3- Brève description des activités réalisées**

Pour mener ce projet, quatre activités ont été planifiées et réalisées. Il s'agit de :

**\*Documentation sur la pandémie de COVID-19 dans la province du Sud Kivu**

Il a été question de rencontrer les autorités provinciales en charge de la santé et des distributeurs des kits et autres moyens visant à limiter la propagation de la crise sanitaire, en parallèle, nous avons parcourir de nombreux articles de presse et revues consacré à cette problématique.

#### **\*Conception et partage des documents de sensibilisation**

Afin de bien d'illustrer concrètement comment se matérialise la menace environnementale et sanitaire dérivée de la crise sanitaire du COVID-19, quelques supports de communication ont été conçus et relayé à travers les réseaux sociaux, mais également les listes mailing auxquelles est affiliée notre ONG. Ces supports ont été faits à base des photos de terrain, lesquelles mettent clairement en exergue la problématique des déchets post COVID-19 dans une province où très peu d'efforts est consacrée à la gestion rationnelle des déchets dangereux (déchets hospitaliers, déchets plastiques, masques faciaux ...).

Voir quelques supports de sensibilisation en documents annexes.

#### **\*Partage des résultats et recommandations**

Pour faire face à cette nouvelle préoccupation sanitaire en gestation, notre organisation le Front Commun pour la Protection de l'Environnement et des Espaces protégés (FCPEEP) a organisé une conférence de presse pour clôturer nos activités et partager avec les autorités provinciale compétentes, mais aussi la medias et la d'autres organisations de la société civile les principaux résultats de l'enquête de terrain. L'option du partage de résultats au cours d'une rencontre physique a été privilégiée à une réunion en ligne pour répondre à la volonté des autorités locales de d'échanger en présentiel. Mentionnons aussi que la qualité de connexion internet pendant ces derniers mois est un vrai défi à relever dans la capitale régionale Bukavu.

Les membres du gouvernement provincial qui ont prit part à ces travaux ont exprimé leur gratitude à l'égard de l'ONG FCPEEP et ses partenaires pour cette alerte. Le représentant du maire a invité les populations à continuer à se protéger du COVID-19 tout en restant vigilants aux conséquences négatives des mesures anti-Covid. «Il est urgent que nous fassions reculer la pandémie de notre région sans pour autant en créer d'autres problèmes sanitaires chez les populations » a conclue le maire.

**De même il a été question aussi de formuler quelques recommandations aux différentes parties prenantes cibles.** L'objectif étant de promouvoir une gestion rationnelle des déchets dangereux et le mouvement des produits chimiques dans le cadre de la riposte à la COVID-19

afin de protéger également la santé de l'environnement et d'éviter des futures niches de maladies. Clairement, ces recommandations sont :

#### **Aux autorités gouvernementales (provincial et central)**

- Un accompagnement technique et financier des Organisations de la Société Civile (OSC) pour une meilleure sensibilisation et formation des populations sur l'usage des produits chimiques et déchets dangereux dérivés de la pandémie de la COVID-19 en particulier ;
- Une gestion transparente des politiques visant la réduction de la propagation de la COVID-19, c'est-à-dire la quantité des bouteilles de gels désinfection, des gants de protection, des masques faciaux, des camisolles ... doivent être connus afin d'optimiser leur collecte après usage par les structures agréées ;
- Le gouvernement provincial en collaboration avec le pouvoir central (gouvernement central) dote les services frontaliers qui interviennent dans la chaîne de contrôle, des matériels et moyens leur permettant de recaler tous produits illicites.
- Le gouvernement provincial renforce les services sécuritaires qui interviennent aux différentes frontières pour lutter contre la contrebande liée au trafic des produits chimiques et d'autres matériels de protection afin d'avoir une meilleure traçabilité des mesures de protections déployés et projeter leur collecte une fois devenues déchets.

#### **Aux organisations communautaires, medias et OSC**

- Les radios communautaires accompagnent la population en formant et informant les masses afin de réduire les risques sanitaires et environnementaux de l'utilisation irrationnelle des produits chimiques et matériels de protection ;
- Toutes les organisations de la société civile accompagnent les communautés urbano-rurales dans la gestion rationnelle des déchets afin de garantir un bon cadre de vie aux générations actuelles et futures ;
- L'IPEN, les agences de développement et d'autres partenaires internationaux continuent de soutenir et d'accompagner davantage les OCB et ONG à travailler pour promouvoir la réalisation intégrale des Objectifs du Développement Durable (ODD).

#### **\*Communication sur le projet avec les autorités locales**

Malgré quelques difficultés que nous avons rencontré au début du projet à collaborer étroitement avec les membres du gouvernement provincial, notamment la collecte des données au sujet des intrants destinés à lutter contre la pandémie à COVID-19 ; nous avons par la suite faire savoir les grandes conclusions de nos investigations aux autorités pendant

l'atelier de partage des résultats que l'organisation a conduit pour clôturer le projet. Ce fut aussi un moment privilégié pour échanger et indiquer à ces derniers l'objectif d'une telle étude. De même, les médias qui ont pris part à ces travaux ont relayé l'information à travers toute la province y compris aux consommateurs.

#### **4- Implémentation du projet**

Dans l'ensemble, nos activités se sont déroulées comme planifiées, excepté des petits soucis de connexion internet qui a contraint d'organiser plutôt une séance de partage des résultats en présentiel.

## INTRODUCTION

### I.1 Analyse du contexte

La République Démocratique du Congo (RDC) est un vaste pays de 2.345.409 Km<sup>2</sup> qui compte plus de 85 millions d'habitants, partageant ses 9.000 Km de frontière avec 9 pays limitrophes. En effet, la RD Congo à l'instar des autres pays du monde se retrouve confronté à la pandémie de COVID-19 qui a fait éruption dans le pays au moment où il y avait d'autres crises similaires qui n'étaient pas encore totalement maîtrisées.

Sur le plan sanitaire, le pays a connu durant la dernière décennie la survenue de plusieurs flambées épidémiques notamment : le choléra, la maladie à virus Ebola (MVE), la poliomyélite et la rougeole qui dans leur globalité ont contribué à la dégradation de l'environnement et la santé humaine dans le processus de la recherche des solutions pour y faire face.

La RDC, se trouvant en situation de fragilité due au flux important des échanges avec les pays affectés, n'a malheureusement pas pu échapper à l'importation des cas de COVID-19, malgré les mesures de prévention mises en place. C'est ainsi que le premier cas fut déclaré à Kinshasa le 10 Mars 2020<sup>1</sup>, situation qui a contribué à la modification sensible du vécu quotidien de la population sur les plans sanitaire et environnemental.

Cependant, la Province du Sud-Kivu à l'instar des autres provinces de la RDC affectées par la Covid-19, n'est pas restée aux antipodes des conséquences liées à cette pandémie (Covid-19) plus particulièrement dans la ville de Bukavu et ses environs.

Force est de constater que dans le souci de contenir et/ou maîtriser la propagation de la pandémie (Covid-19) dans la province du Sud-Kivu, il y a eu prolifération de plusieurs produits chimiques (désinfectants chimiques, gels hydro-alcooliques) et matériels de protection, démultiplication des emballages plastiques, notamment ceux à usage unique qui ont, malheureusement de part leur mauvaise gestion (voire incontrôlées), conduits à des effets négatifs et indésirables sur l'environnement et la santé humaine. Il faut signaler que ces produits chimiques (désinfectants chimiques, gel hydro-alcooliques...) et matériels de protection (masques faciaux, cache-nez, sur-chaussures, gants, camisolles, casques etc.) et flambée des emballages plastiques engendrent à leur tour après usage une nouvelle catégorie des déchets, notamment les déchets dangereux. Les techniques des désinfections des lieux

---

<sup>1</sup> Présidence de la RDC. Secrétariat technique Covid-19. 2020. *Plan de préparation et de riposte contre l'épidémie au Covid-19 en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, pp.4-5.

publics comme la fumigation, pulvérisation très fréquentes dans la ville de Bukavu et ses environs, impactent négativement la santé humaine et l'environnement.

Cette situation a engendré une prolifération des déchets non biodégradables dans la ville de Bukavu et ses environs. En plus, la province du Sud-Kivu étant limitrophe avec la République du Rwanda, du Burundi et de la Tanzanie, les opérateurs économiques de la sous-région profitent de cette position géographique pour développer leurs activités commerciales dans la ville de Bukavu et ses environs. Cette réalité a fait que les opérateurs économiques prennent l'initiative de revendre ces produits chimiques et matériels de protection, une pratique qui a augmenté considérablement des déchets issus des différentes mesures barrières adoptées pour face à la pandémie de COVID-19.

Il sied de préciser aussi que vers les années 1970, la ville de Bukavu était une ville respectueuse des normes environnementales où il faisait bon vivre. Cependant, avec la démographie galopante, les pollutions de diverses natures constituent une source de préoccupation majeure pour les dirigeants provinciaux. Une situation dont la pandémie Covid-19 a aggravé avec les milliers de kilogrammes voire de tonnes de déchets dérivés des mesures de prévention contre la propagation dans la région déjà en proie à plusieurs problèmes sur les plans social et environnemental.

Par ailleurs, nous avons constaté que le risque est énorme tant pour les humains que pour l'environnement au regard de ce que nous venons de décrypter ci-haut inspiré de la réalité sur le terrain, les acteurs sociaux doivent s'activer pour inverser cette tendance. Car, rappelons-le, dans la recherche des solutions palliatives et/ou préventives contre la pandémie de la Covid-19 dans la ville de Bukavu et ses environs, par manque d'information et de formation, la population est entrain de courir un risque élevé lié à la contamination, l'intoxication voire la dégradation de l'environnement suite à l'usage abusif des différents produits chimiques et matériels de protection considérés comme antidote à cette pandémie qui a déjà endeuillé plusieurs familles dans la localité. Parfois, ces différents produits chimiques ne sont pas bien contrôlés par les services habilités pour la certification, plusieurs de ces produits entrent d'une manière frauduleuse et d'autres sont produits localement même en marge des normes requises (contrefaçon).

C'est dans ce contexte que cette documentation a son pesant d'or car elle nous a permis de recenser ou mieux de nous imprégner des différentes conséquences découlant de l'utilisation non rationnelle des désinfectants chimiques et/ou déchets sur les plans humain et environnemental, comme moyen de lutte contre la propagation de la COVID-19 dans la province du Sud-Kivu en général et la ville de Bukavu et ses environs en particulier.

En tant qu'organisation humanitaire dévouée pour la protection de l'environnement et la préservation de la santé humaine, FCPEEP avec le soutien de la coalition d'ONG internationale « IPEN » a entrepris un travail de documentation qui consiste à décrire et commenter brièvement la pandémie de la Covid-19 dans la province du Sud Kivu, à analyser les impacts de la pandémie sur la prolifération des produits chimiques et des déchets, à concevoir les supports de sensibilisation pour alerter le grand public sur le potentiel danger inconnu provenant des produits chimiques et déchets abondamment sollicités durant la crise sanitaire à Coronavirus ; à formuler quelques recommandations concrètes réalistes aux autorités locales et autres parties prenantes pertinentes pour éviter les effets néfastes dérivés des mesures barrières à la COVID-19.

## **I.2. Evolution de la COVID-19 dans la province du Sud-Kivu**

Le monde fait face à une crise sanitaire sans commune mesure que l'on pourrait qualifier de guerre contre un invisible. De part sa vitesse de propagation, l'OMS a déclaré le 30 janvier 2020 la Covid-19 comme une urgence sanitaire de portée internationale et depuis le 11 mars, après avoir dépassé la barre de 120 000 cas diagnostiqués dans 110 pays et territoires à travers le monde, la Covid-19 a été relevée au rang de pandémie mondiale<sup>2</sup>.

La pandémie de la COVID-19 en RD Congo est documentée dans le pays à partir du 10 mars 2020, date à laquelle un premier cas est confirmé sur le territoire congolais. La RD Congo devient ainsi le 11<sup>e</sup> pays africain touché par la Covid-19. Cette dernière est causée par le SARS-CoV-2, virus originaire de la Chine continentale.

A l'instar des autres provinces de la RD Congo, la province du Sud-Kivu n'a pas été épargnée de cette calamité sanitaire. Le 29 mars 2020, (après enregistrement du premier cas à Kinshasa dans la capitale par l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB)), la province du Sud-Kivu a enregistré deux premiers cas dans la ville de Bukavu. Dans la recherche des stratégies pour maîtriser cette pandémie dans la province du Sud-Kivu, le célèbre Prix Nobel de la paix, le Dr. Denis MUKWEGE est mis à la tête de la riposte contre le coronavirus dans cette

---

<sup>2</sup> RDC, *impacts sanitaires et socioéconomiques de la COVID – 19, analyse prospective et orientations de la riposte multisectorielle*, Kinshasa, Mai 2020

contrée<sup>3</sup>. Ce dernier coordonne toutes les activités liées à la riposte contre la Covid-19 dans la province du Sud-Kivu.

En date du 24 juillet 2020, le ministère de la Santé recense 8 801 cas confirmés, dont 204 morts et 5 305 guérisons en RDC. La plupart des cas sont concentrés dans la capitale Kinshasa considérée comme l'épicentre de cette pandémie en RD Congo, d'autres cas ayant été documentés dans les provinces de l'Ituri, du Kwilu, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, Haut-Katanga, du Haut-Lomami, et de l'Équateur<sup>4</sup>.

Face à cette sinistre situation, il a été mis au point dans le cadre de la riposte le 15 avril 2020 certaines mesures limitant la propagation de cette pandémie dans la province du Sud-Kivu et dans toutes ses périphéries. Ces mesures consistent au lavage obligatoire des mains, au contrôle de température sur des lieux publics, au port obligatoire des masques, à l'utilisation des désinfectants chimiques, la fumigation des différents bureaux et salles, à la distanciation sociale (distanciation physique d'un mètre) dans les lieux publics, à l'interdiction de se serrer les mains, à éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche, en toussant ou en éternuant dans le coude.

En dépit de toutes ces mesures sanitaires louables ci-haut décrites, la pandémie de la Covid-19 continue « à courir » dans la province du Sud-Kivu. Pire encore, la promotion des mesures barrières notamment l'introduction à grande échelle des bouteilles en plastiques des produits chimiques (désinfectants, gels hydro alcooliques ...), des gants plastiques à usage unique, les caches nez non lavables et bien d'autres outils de lutte contre la COVID-19 sont devenus un vrai problème écologique avec une incidence directe sur la santé des Hommes. En effet, cette batterie de nouveaux articles imposés par la pandémie n'a pas bénéficié d'un suivi particulier d'une part comme produits chimiques et d'autre part comme déchets (les contenants plastiques de gels, gangs usagers, tuniques de protection du personnel médical...).

---

<sup>3</sup> ELIE BIGABA, « Sud-Kivu : La ville de Bukavu enregistré ses deux premiers cas de Coronavirus » [archive], sur *actualite.cd*, 10 avril 2020 et sur *jambordc.info*, 30 mars 2020

<sup>4</sup> Situation Épidémiologique en RDC », sur *stopcoronavirusrdc.info*

## **II- ANALYSE DES IMPACTS DE LA PANDEMIE SUR LES PRODUITS CHIMIQUES ET DES DECHETS DANS LA PROVINCE DU SUD-KIVU**

Il est incontestable que la pandémie de la Covid-19 a influencé la prolifération des produits chimiques et matériels de protection utilisés dans le processus de riposte. Cette situation a affecté à coup sûr l'environnement avec l'apparition d'une nouvelle catégorie des déchets résultant de l'utilisation abusive de ces produits et sans mécanismes de gestion appropriés dans la province du Sud-Kivu en général et la ville de Bukavu et ses environs en particulier.

### **II.1. Mesures de prévention prises**

Pour lutter contre la pandémie de la COVID-19 et limiter sa propagation dans la ville de Bukavu et ses environs, certaines mesures ont été édictées par les autorités politiques et sanitaires. Parmi ces mesures figurent le port du masque facial ou cache-nez selon les appellations, les désinfectants chimiques (gel hydro-alcoolique) pendant des sorties en public afin de réduire la chaîne de contamination, le lavage des mains, la distanciation physique d'un mètre, et d'autres mesures comme la fumigation et la désinfection des lieux et entreprises publics. L'application et la gestion irrationnelle de certaines de ces mesures a conduit à une prolifération des déchets non biodégradables ce qui a un impact négatif sur le plan humain et environnemental.

Afin de promouvoir les « gestes barrières » et les mesures d'hygiène tel que sus indiquées, permettant de ralentir la propagation du virus, le gouvernement a fait imprimer des affiches pour sensibiliser la population du Sud-Kivu.

Des populations sous informées sur l'usage responsable des masques et désinfectants chimiques s'exposent et exposent leur environnement à la contamination d'une part. D'autre part, elles contribuent à la pollution de la nature en abandonnant ces masques usagers et des bouteilles plastiques issues des produits chimiques (désinfectants) dans la nature.

Il sied de préciser que pendant ce moment de crise sanitaire mondiale liée à la COVID-19, le port des masques et l'utilisation des désinfectants chimiques a été recommandé pour réduire la chaîne de contamination. Si dans certains pays développés, la mesure a été appliquée sans beaucoup d'entraves, en RDC en général et au Sud-Kivu et ses environs en particulier, le port de masques et l'utilisation des produits chimiques à base des désinfectants et gel hydro-alcoolique connaissent en amont et en aval un problème.

Avec une faible information sur l'usage responsable et rationnelle des matériels de protection, la population de Bukavu et d'autres localités de la RDC portent ces derniers sans conviction pour éviter les représailles de la police et autres récriminations des autorités. Le masque à usage unique destiné à être porté pendant 3 heures maximum se porte pendant une semaine voire plus. Ceux en tissus réutilisables ne sont pas régulièrement nettoyés et sont jetés dans la rue sans tenir compte des conséquences environnementales et sanitaires qui peuvent en découler.

La prolifération de cette nouvelle catégorie des déchets constituée des masques faciaux, des gants, des bouteilles issues des produits chimiques, des camisoles, des casques, les emballages plastiques jetables etc., qui sont jetés pêle-mêle dans l'environnement terminent leurs course dans les rues, caniveaux, bacs à ordures, les incinérateurs à l'air libre, lacs, rivières dans la ville de Bukavu et ses environs et infestent notre milieu de vie. Dans des familles, les matériels de protection n'ont pas une place appropriée pour être rangés. L'entretien et la gestion post-usage de ces matériels posent problème au point de se demander sont-ils utilisés pour réduire la propagation de la maladie ou contribuer à sa propagation et/ou encore causer des dommages sur la santé et sur les écosystèmes<sup>5</sup>

Il faut aussi signaler que les différentes mesures qui étaient prises sur le plan sanitaire par les autorités politico-administratives en vue de lutter contre la propagation de la pandémie de la COVID-19 dès la déclaration du premier cas à Kinshasa le 10 Mars 2020, ont contribué davantage à la misère de la population, car les échanges commerciaux entre les communautés sont presque inexistantes y compris la paralysie de tous les secteurs clés pour la survie de la population.

C'est ainsi que dans le souci de bien coordonner la riposte contre la Covid-19, quelques mesures furent arrêtées dans le plan de riposte contre la pandémie du covid-19 en République Démocratique du Congo en général et en particulier dans la Province du Sud-Kivu<sup>6</sup> et qui devraient être appliquées par les différents acteurs (internes et externes) impliqués. Il s'agit entre autres de :

- a) Renforcer la Gouvernance : ici on vise le renforcement de la coordination, la préparation des zones de santé et provinces ainsi que le plaidoyer pour la mobilisation des ressources ;

---

<sup>5</sup>MUDINGA, E., POLEPOLE, P., Thige, OMEGA. et KAFUNGA, O. (2020). *(De) masqué : ruse, résilience et résistance - la controverse d'une mesure COVID-19*. Angaza Institute, Covid-19 Series

<sup>6</sup> Présidence de la RDC. Secrétariat technique Covid-19, *Op.cit.*, p7-15.

- b) Organiser les structures de prise en charge des malades COVID-19 : la constellation des Zones de Santé/communes autour d'une ou deux structures de soins, l'aménagement des structures de soins ciblées, la classification clinique des cas, la mise en place des unités de triage, la bio-sûreté et la biosécurité, la préparation des structures des soins dans les provinces à risque. La prise en charge des malades est contextualisée suivant la dynamique de l'épidémie dans le pays ;
- c) Renforcer les capacités de diagnostic de laboratoire et recherche : on vise à ce niveau le renforcement des capacités du personnel pour le diagnostic de Covid-19 ; l'appui au fonctionnement de l'INRB ; l'extension du diagnostic à d'autres laboratoires ; le dépistage de ménage/contact à haut risque autour du cas confirmé ; le dépistage de masse dans les hot spots ; le renforcement du système d'information dans le réseau de laboratoires ; le renforcement de la bio sûreté/biosécurité et du contrôle de qualité dans les laboratoires ciblés ; ainsi que la coordination de la recherche ;
- d) Renforcer les capacités de surveillance et d'investigation des cas : à ce niveau aussi il faut un renforcement des capacités des prestataires ; le renforcement de la surveillance passive au niveau des Zone de Santé ; la mise en place des espaces d'isolement et des Equipes d'Intervention Rapide ; la recherche active des cas et le renforcement de la gestion de l'information sanitaire ;
- e) Améliorer la PCI/WASH dans toutes les structures de santé et dans la communauté (prévention et contrôle de l'infection/l'Eau, Hygiène et Assainissement) : on vise ici le renforcement des capacités des prestataires cliniques et communautaires ; la dotation en outils, directives et équipements de PCI/WASH ; la supervision évaluative et le renforcement de la gestion des déchets ;
- f) Renforcer la communication sur le risque et l'engagement communautaire : à ce niveau il faut le développement des messages-clés, la gestion des rumeurs, la production et dissémination des outils de communication, la sensibilisation, l'organisation de plaidoyer, l'utilisation de la ligne verte ;
- g) Renforcer le système logistique d'urgence de COVID-19 : on vise l'approvisionnement en médicaments et autres intrants aux structures de santé ; le renforcement des capacités en logistique d'urgence et l'appui au fonctionnement des commissions ;
- h) Assurer la prise en charge psychosociale et nutritionnelle ; Les stratégies retenues sont les suivantes : le renforcement des capacités des prestataires ; la prise en charge

psychosociale, matérielle et des besoins spécifiques des personnes affectées (particulièrement enfants séparés et des orphelins) ; la prise en charge nutritionnelle ;

- i) Mettre en œuvre les mesures de mitigation de risque de propagation et de distanciation sociale ; Les stratégies suivantes sont retenues : le confinement, la collaboration intersectorielle, la mise en place des brigades multisectorielles de suivi des mesures.

En fin, il faut signaler aussi que dans le souci de réduire la propagation de la Covid-19 dans des écoles, universités et églises, l'on a rendu obligatoire le port des cache-nez, l'utilisation de désinfectants..., cette mesure pèse financièrement sur les ménages qui au départ étaient fragilisés par les différentes crises qu'a connu le pays. Il convient de noter aussi que cette mesure contraignante de port de masques, cache-nez et utilisation des désinfectants dans des écoles et universités a conduit à la création d'autres risques sanitaires et environnementaux, car n'étant pas informées et formées sur le mode d'utilisation et de gestion de ces différents matériels ; les populations en ont été moins soucieuses sur les capacités probables de nuisances de ces nouveaux intrants médicaux.

## **II.2. Dégâts constatés**

La République Démocratique du Congo a été touchée par la pandémie à coronavirus dès le mois de mars 2020. Grâce à la mobilisation du Gouvernement et de tous les acteurs nationaux et internationaux, ponctuée par une bonne mutualisation des efforts, cette pandémie a été vite maîtrisée en RDC en général et en particulier dans la province du Sud-Kivu. Contrairement à d'autres crises sanitaires, le choc de la COVID-19 a entraîné à court terme, des répercussions sanitaires, sociales, économiques et environnementales sans précédentes tant au niveau national que provincial (Sud-Kivu).

L'une des mesures phares prise aussi en RD Congo comme dans la plupart des pays frappés par cette crise est le port obligatoire des masques faciaux ou cache nez, le lavage régulier des mains, la désinfection des mains par le gel hydro alcoolique, et beaucoup d'autres équipements de protection pour les personnels soignants. Il faut reconnaître que ces mesures ont été déterminantes, voire indispensables pour la maîtrise de la pandémie au niveau national et provincial.

Cependant, il convient de noter que les masques faciaux abondamment sollicités pendant cette crise sanitaire ont deux principales origines d'émissions.

Tout d'abord, les masques faciaux importés des pays du nord dans l'ensemble, destinés prioritairement aux personnels médicaux, mais aussi à tous citoyens privilégiant une protection

optimale. Notons que cette première catégorie de masques n'est pas réutilisable après un premier usage, ils terminent leur course dans les dépotoirs au bout de trois à cinq heures usage. Ensuite, la seconde catégorie de masques aussi utilisé en RD Congo en général et dans la province du Sud Kivu et ses environs sont des masques issus de l'industrie locale, ici les prix sont plus abordables, les masses populaires s'en accaparent aisément. Cette catégorie de masques faciaux à comme élément particulier qu'elle se lave après l'usage et donc utilisable à plusieurs reprises.

Par ailleurs, les emballages plastiques (non biodégradable) déjà considéré comme une véritable source de pollution visuelle et causes de diverses maladies cancérogènes a connu un saut quantitatif durant ces derniers mois dans la ville de Bukavu en particulier, d'après nos investigations dans les différentes artères de la ville et ses environs, on note que les contenants des gels sont directement injectés dans les rues après l'usage. Une situation qui a considérablement fait évoluer le volume déjà alarmant des déchets plastiques dans la province. D'autres déchets hospitalières (gangs, camisoles...) en nette croissance dus la pandémie du COVID-19 n'ont pas pour autant bénéficiés d'un traitement particulier et rationnel comme l'exigent les conventions internationales ratifiées par le pays et d'autres textes juridiques nationaux régissant les déchets dangereux.

Les produits chimiques contribuent pour beaucoup à l'économie mondiale, à la santé et à l'environnement. Selon les projections actuelles, l'industrie chimique mondiale continuera de croître de manière soutenue jusqu'en 2030<sup>7</sup>. Pourtant, malgré les multiples sollicitations de l'équipe du FCPEEP pour rencontrer les autorités et institutions compétentes impliquées dans la gestion de la COVID-19 dans la province pour avoir une idée des masques faciaux importés, des tonnes de litres de gels ou encore des gangs et autres Equipement de Protection Individuelle (EPI) des soignants ; nous n'avons malheureusement reçu aucune information probante à ce sujet.

Toutefois, au regard de certains facteurs factuels, nous sommes arrivés à quelques déductions réalistes sur la quantité des masques faciaux importés au Sud Kivu. La population du Sud Kivu est estimée à environ à 3.500.000 habitants, soit une **densité** moyenne de 50,6 habitants par Km<sup>2</sup> <sup>8</sup>. La rigueur qu'a fait preuve les autorités provinciales pour le respect des mesures barrières et particulièrement le port des masques faciaux a obligé pratiquement tous les citoyens

---

<sup>7</sup> Rapport de la Conférence Internationale sur la gestion des produits chimiques, Troisième session Nairobi, 17-21 septembre 2012, p1).

<sup>8</sup> [www.congovirtuel.com > page\\_province\\_sud\\_kivu](http://www.congovirtuel.com/page_province_sud_kivu)

à s'approprier au minimum un masque. Ainsi donc, pour une population d'environ trois millions et demi d'âmes, on estimerait à plus de trois millions de masques sollicités dans la province. Ces masques rejetés dans la rue après usage constituent un fardeau environnemental et par conséquent une source de nouvelles maladies. Une estimation similaire pourrait être faite pour les contenants plastiques de gels, des gangs, camisolles de protection et autres ayant connu une forte utilisation dans la région à la cause de la pandémie.

Outre les déchets médicaux qui ont connu une hausse préoccupante, l'arrivée de la COVID-19 a fortement favorisé l'usage des plastiques au sein de la population. En effet, la pandémie a imposé une nouvelle façon de vivre à Bukavu comme dans l'ensemble du monde. L'interdiction de regroupement de plusieurs personnes au même endroit à faire développer l'usage des plastiques comme emballage, ainsi les canettes en plastiques, les cuillères et fourchettes plastiques à usage uniques et autres se sont multipliés à grande échelle chez les restaurateurs qui se vus obligés d'emballer quasiment toutes les commandes. Et ces emballages plastiques à usage uniques finissent après quelques heures dans les dépotoirs, la rue, les rivières et cours d'eaux riveraines causant de ce fait une catastrophe écologique.

Malgré les progrès accomplis en vue d'assurer une meilleure gestion rationnelle des produits chimiques ces dernières années dans certains pays ; en RDC particulièrement au Sud-Kivu, les impacts d'une gestion non rationnelle des produits chimiques sur la santé et l'environnement demeurent un motif de préoccupation tel que nous l'avons constaté sur le terrain.

La gestion rationnelle des produits chimiques et déchets plastiques dans le cadre de la riposte contre la Covid-19 dans la province du Sud-Kivu serait une des questions clés dans la réalisation d'un développement durable. Le Ministère de la santé est concerné du fait des impacts que présentent tous les produits sur la santé des êtres humains et sur l'environnement, quel que soit le secteur de l'économie impliqué (notamment l'industrie, l'agriculture ou l'extraction minière).

Comme révélé dans le Plan Opérationnel COVID-19 Sud-Kivu et Maniema, les principaux rôles et responsabilités attribués au secteur de la santé pour une gestion rationnelle des produits chimiques et/ou déchets consistent à <sup>9</sup> :

- Prévenir et gérer toutes les urgences chimiques;

---

<sup>9</sup> Plan Opérationnel COVID-19 Sud-Kivu et Maniema, Avril-Juillet 2020, p.19.

- Rassembler des éléments de preuves cliniques et issues de la recherche concernant les risques posés par les produits chimiques et informer les décideurs et le grand public;
- Travailler en collaboration avec d'autres secteurs pour soutenir les mesures prises sur les produits chimiques et les solutions de remplacement sûres;
- Sensibiliser à la sécurité des produits chimiques en mettant un accent particulier sur la santé humaine et celle environnementale;
- Partager les connaissances et participer aux mécanismes internationaux visant à résoudre les problèmes liés aux produits chimiques.

Cependant, toutes ces missions dévolues au ministère de la santé susceptibles de limiter, d'enrayer les dommages sur le plan humain et environnemental qui résulteraient de l'utilisation abusive et de prolifération des produits chimiques dans la province du Sud-Kivu ne sont respectées qu'au moment où la province fait face à cette pandémie de la COVID-19.

Nous avons constaté que la pandémie de la COVID-19 fait balancer des pans entiers en termes de dégâts dans la province du Sud-Kivu, particulièrement la ville de Bukavu et ses environs. De dégâts socio-économiques, sanitaires et environnementaux ainsi que l'apparition d'une nouvelle catégorie des déchets résultent de ces différents produits et matériels utilisés dans la riposte contre la pandémie du COVID-19.

### **II.2.1. Du point de vue socio-économique**

Sur le plan socio-économique, nous avons constaté que la population de la ville de Bukavu et ses environs a été affectée par les conséquences issues de la prolifération des produits chimiques et autres moyens de lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19. La population vivant dans une précarité sur le plan économique se retrouve dans une situation qui l'oblige de faire recours à ce genre des produits chimiques quel que soit leur coût afin d'effectuer des petites courses pour la survie de la famille dans une société où la majorité de la population vit au taux du jour. Cette réalité fait que la population ait recourt à ces produits chimiques sans être informée de leur conséquence au nom de la survie sociale.

En plus, il nous a été révélé que dans certains bureaux et ménages, il y a évitement et/ou refoulement des personnes qui ne se munissent pas des désinfectants hydro alcooliques, cachez, situation qui entrave la solidarité l'une des caractéristiques des Africains<sup>10</sup>.

Par ailleurs, en dépit de leur conséquence, ces produits chimiques et autres matériels de protection pèsent sur les ménages vulnérables du point de vue financier. Ces derniers, pauvres soient-ils sont obligés de s'en procurer pour sortir de leur maisons à la recherche du pain quotidien. Cette situation profite plus aux hommes d'affaires locaux (commerçants) qui font de cette crise une opportunité financière.

### **II.2.2. Du point de vue Sanitaire et environnemental**

Dans le processus de la riposte contre la Covid-19, il s'observe un faible engagement de la communauté dans le respect strict des mesures politico-sanitaires par manque de sensibilisation, de formation et d'information de la population sur la dangerosité de cette pandémie. Ce manque d'engagement collectif de la population fait en sorte que la population tant en milieu urbain que rural recourt à des produits chimiques sans aucune indication sur le mode d'emploi et la gestion des déchets qu'ils génèrent.

Nous avons également constaté la présence de plusieurs produits chimiques, matériels de protection et emballages non biodégradables ci-haut décrit dans des magasins, boutiques, restaurants, résidences privées, maisons d'alimentation..., cette prolifération constitue une menace réelle, car la plupart de ces produits n'ont pas été soumis à des contrôles pour leur conformité aux normes sanitaires et environnementales. Chose étonnante, nous avons interviewé certains revendeurs de ces produits concernant leur maîtrise des contenus des produits étalés dans leurs magasins et boutiques. Les réponses étaient aberrantes ! Ils revendent selon eux ces produits compte tenu de leur demande sur le marché en cette période de crise. Ces produits s'écoulaient très vite<sup>11</sup>. Cette situation illustre bien les conséquences négatives que présentent ces produits dans la société sur les plans environnementaux, sanitaires, culturels, touristiques, socio-économiques...

---

<sup>10</sup> Josué ARUNA SEFU, Coordinateur de la Société civile environnementale du Sud-Kivu, entretien tenu à Bukavu en date du 20 novembre 2020

<sup>11</sup> Entretien réalisé chez City market/Bukavu en date du 23 novembre 2020

Il serait judicieux de signaler que la prolifération des produits chimiques et autres matériels considérés comme antidote pour la réduction de la propagation de la COVID-19 dans la province du Sud-Kivu a conduit d'une part à l'apparition d'une nouvelle catégorie des déchets qui est aussi à la base de l'insalubrité dans la ville de Bukavu et ses environs du fait de leur gestion irrationnelle. Cela est une conséquence logique du manque de formation et d'information de la population comme nous l'avons constaté sur le terrain. Il faut préciser aussi que cette situation est amplifiée par l'absence d'une décharge publique dans la province du Sud-Kivu en général et la ville de Bukavu et ses environs en particuliers. Cela réduirait tant soit peu la prolifération des déchets qui résultent de ces produits chimiques et qui sont jetés ici et là.



**Figure.1.** *Cette figure illustre la pollution de l'environnement par les contenants (bouteilles plastiques) des désinfectants chimiques dans la ville de Bukavu*

Par ailleurs, il faut signaler que les services étatiques œuvrant sur les différents postes frontaliers dans la province du Sud-Kivu ont du mal à assurer efficacement à leur mission qui est de règlementer, certifier et contrôler tous les produits chimiques et matériels de protection qui entrent au pays dans sa globalité. Les mêmes services devraient aussi appliquer les mêmes normes pour les produits fabriqués localement afin de garantir la sécurité des produits commercialisés dans la région

Cela prouve suffisamment que les dangers sur les plans sanitaires et environnementaux n'ont pas été évités en amont et en aval. En outre, nous avons constaté que la menace de l'utilisation abusive de ces produits chimiques (désinfectants, gels hydro-alcooliques...) et autres matériels de protection demeurent croissante à tous les niveaux (familles, écoles, universités, églises,

marchés publics, bureaux, salles de fêtes, salles de conférence et autres lieux publics), car beaucoup de gens s'en servent pour désinfecter leurs mains sans plus les laver avec de l'eau avant de manger sous prétexte que ces produits chimiques valent mieux que l'eau couramment utilisée. Cependant, il s'observe un manque d'informations de la couche sociale sur la dangerosité de ces produits chimiques auxquels elle fait recours de manière incontrôlée, or un tel comportement ou attitude conduirait à des maladies. Avec l'émergence d'une deuxième vague de la pandémie, les autorités politico-administratives et sanitaires à prendre de nouveau des nouvelles mesures plus rassurantes et en tenant compte des affres sanitaires et environnementales de celles-ci.

Ce phénomène nous laisse dans une complexité sur les problèmes qui pourraient surgir dans les prochains jours ou mois, du point de vue sanitaire et environnemental dans une société où les gens ne prennent pas conscience des dangers qui résulteraient de l'utilisation abusive de ces produits chimiques qui au-delà d'affecter la santé humaine finisse par dégrader notre environnement qui se veut un bien précieux et commun à léguer à la future génération.

L'état de l'environnement dans la ville de Bukavu est déplorable par manque de volonté politique pour la réglementation de ce secteur. Ce qui fait craindre aux acteurs sociaux, soucieux des questions environnementales d'assister à une crise environnementale exacerbée par le déficit de gestion des produits chimiques en ce temps de crise de la COVID-19.

### **II.2.3. De l'apparition d'une nouvelle catégorie de déchets**

Comme nous l'avons esquissé dans le cadre de cette étude/recherche, il est incontestable que la pandémie de la COVID-19 a fait accentuer l'émergence d'une nouvelle catégorie des déchets non biodégradables qui menacent la santé et l'environnement dans la province du Sud-Kivu. Il s'agit bien entendu des déchets issus de différents produits et matériels de protection comme nous l'avons signalé plus loin, utilisés dans le cadre de la riposte contre la COVID-19 entre autres : produits chimiques( désinfectants, gels hydro-alcooliques) et matériels de protection (masques faciaux, cache-nez, sur-chaussures, gants, camisoles, casques etc.).



**Figures 2. Ces figures illustrent l'émergence d'une nouvelle catégorie des déchets constitués des contenants de désinfectants chimiques, emballages plastiques dans la province du Sud-Kivu.**

Cette nouvelle catégorie de déchets, avons-nous constaté, représentent un grand danger sur l'environnement ainsi que sur l'ensemble de la population du Sud-Kivu.

En principe, les décideurs politiques à tous les niveaux (local, provincial et national) devraient développer des mécanismes appropriés de gestion efficace et rationnelle de cette nouvelle catégorie de déchets qui constituent déjà un problème de santé publique. Ces mécanismes et/ou stratégies devraient être mis en place en amont et en aval afin de leur définir un mode de gestion idoine et surtout mettre en place une politique de gestion de ces matériels après leur utilisation pour prévenir ou limiter leur impact négatif sur l'environnement et la santé. Les résultats de notre étude ou investigation montrent que par manque de mesure de précaution, d'anticipation voire de prévention des risques liés à ces déchets, ces derniers continuent d'envahir la province du Sud-Kivu, car avec l'émergence de la pandémie de COVID-19, l'importation des produits chimiques (désinfectants, gels hydro-alcooliques) et autres matériels de protection utilisés dans la riposte ne cessent d'inonder les marchés locaux jusqu'à atteindre les différents villages ou l'intérieur de la province. Cela prouve suffisamment que le risque est grand suite au manque de volonté politique ainsi que la non-implication des acteurs sociaux dans la définition des stratégies à mettre en place pour minimiser ou prévenir les dommages qui résulteraient de la mauvaise gestion des déchets qui ne cessent de croître et qui finissent dans des rues, les lacs, les rivières, les bacs à ordures, ...



**Figures 3.** Ces figures montrent l'état de la pollution des eaux du lac Kivu et de la rivière KAHUA par les déchets issus des bouteilles et matériels utilisés dans la riposte contre la Covid-19 dans la ville de Bukavu

Conformément à notre entretien avec certains agents de services frontaliers (routiers, portuaires et aéroportuaires) au Sud-Kivu dont nous avons jugé mieux de garder leur anonymat pour raison de leur sécurité (et de notre équipe), depuis l'apparition de cette pandémie dans la province du Sud-Kivu le 29 mars 2020, environ **10 tonnes par mois** de produits chimiques et matériels de protections utilisés dans la riposte contre la Covid-19 composés essentiellement des désinfectants chimiques, gels hydro-alcooliques, masques faciaux, cache-nez, surchaussures, gants, camisolles, casques etc., sont importés au Sud-Kivu. Statistiquement, nous avons estimé qu'après usages de ces différents matériels de protection et produits chimiques environ **3 tonnes de nouvelles catégories des déchets sont générées par mois**. Cette situation est très alarmante pour la population et l'environnement du Sud-Kivu en général car il faut préciser que cette nouvelle catégorie des déchets s'ajoute sur d'autres types de déchets dont les services habilités ont du mal à gérer et à contrôler.

Il faut préciser aussi qu'il y a une grande quantité de ces matériels de protection et produits chimiques susmentionnés utilisés dans la riposte contre la Covid-19 qui entrent

frauduleusement dans la province du Sud-Kivu y compris la production locale. Cela implique qu'il y a une grande quantité de ces matériels sur les marchés locaux.

Ces statistiques (estimatives) démontrent qu'il y a urgence d'agir face à la menace que représente cette nouvelle catégorie des déchets dans une société confrontée à des sérieux problèmes liés à la santé. Tous les acteurs sociaux devraient prendre conscience de l'imminence du danger pour bien gérer en amont et en aval ces risques sociaux. La gestion rationnelle de ces déchets s'avère nécessaire en vue de garantir une bonne santé et un environnement sain à la population du Sud-Kivu en général, spécialement celle de Bukavu et ses environs, gage de bien-être et du développement durable.

#### **II.4. Dispositifs pris face à ces dégâts**

A travers nos investigations sur le terrain, nous avons constaté que les services des secteurs privés et publics en charges de la riposte contre cette pandémie dans la province du Sud-Kivu n'ont pas eu à examiner cette question avec rigueur c'est-à-dire il y a eu relâchement et/ou léthargie. Il serait souhaitable de sensibiliser, former et informer la population sur les conséquences désastreuses du point de vue environnemental et sanitaire de l'utilisation non rationnelle de ces produits chimiques et matériels de protection qui influencent la prolifération d'une nouvelle catégorie des déchets au-delà de leur gravité sur la santé et l'environnement.

Pour inverser la tendance, le FCPEEP a organisé une série d'activités notamment la sensibilisation des couches sociales des populations les plus vulnérables, l'organisation des émissions dans les médias et ateliers de sensibilisation des populations (société civile, membres de secteurs privé et public) afin qu'elles prennent connaissance et conscience des différentes conséquences issues de l'utilisation non rationnelle de ces produits chimiques et matériels de protection qui sont devenus des produits qui se vendent dans presque tous les coins de la ville de Bukavu.



**Figure 4.** *Cette figure montre le partage des résultats de notre étude avec les parties prenantes (les journalistes pour le communiqué de presse, les officiels, les acteurs des secteurs privés et publics, les délégués des organisations de la société civile...) dans la ville de Bukavu.*

La menace que représentent les déchets dangereux dérivés de la COVID-19 devrait être comprise par tous les acteurs sociaux (les autorités politico-administratives, la société civile...) dans la perspective de contribuer à leur gestion pendant et après leur cycle de vie.

## **II.5. Les modes de gestion des produits chimiques et matériels de protection utilisés dans la riposte contre la covid-19 au Sud-Kivu**

Comme décrypté précédemment, les produits chimiques et matériels de protection utilisés dans la riposte contre la COVID-19 ne sont pas bien gérés par les utilisateurs dans la ville de Bukavu et ses environs. Cette situation comme nous l'avons démontrée expose la population à des risques graves sur le plan sanitaire et environnemental. Beaucoup de ces produits chimiques et matériels de protection quoi que dangereux sont utilisés en marge des normes sanitaires et environnementales, et cela a donné naissance à une nouvelle catégorie de déchets à laquelle le Sud-Kivu fait face.

Signalons aussi que plusieurs matériels de protection sont jetés à l'air libre après leur utilisation (dans les caniveaux, rivières, lac Kivu, les rues, les trottoirs de la ville de Bukavu et ses environs) ce qui est de nature à dégrader l'environnement et la santé humaine. Beaucoup de bouteilles et autres emballages issus des restaurants, bureaux, salles de fêtes, salles de conférence, maisons... ne sont pas gérés adéquatement. Normalement, les autorités politico-administratives et sanitaires devraient s'investir dans la gestion rationnelle de ces matériels de protection et produits chimiques et renforcer la sensibilisation de la population sur les modes des gestions de ces matériels de protection et produits chimiques qui finissent dans nos différentes rues, rivières, lacs... après leur usage et qui constituent une nouvelle catégorie des déchets. Curieusement, la province est dépourvue de politique de gestion de ces produits chimiques et matériels de protections après leur utilisation.

Les moyens semblent être déployés uniquement dans la riposte contre la COVID-19 sans tenir compte des conséquences des matériels de protection et produits chimiques utilisés pour cette fin (désinfectants chimiques, gels hydro-alcooliques, masques faciaux, cache-nez, surchaussures, gants, camisoles, casques etc.), surtout du mode de gestion des déchets qui en résultent et qui constituent un problème de santé publique et de l'environnement.

C'est à ce niveau que le FCPEEP plaide pour une gestion rationnelle de ces produits chimiques et matériels de protection engagés dans le processus de riposte afin de prévenir et/ou limiter les

dommages environnementaux et sanitaires qui résulteraient d'une utilisation abusive de ces produits chimiques et matériels de protection. A ce niveau, il y a nécessité de sensibiliser, former et informer toute la couche sociale afin qu'elle prenne conscience et connaissance du danger que représentent ces matériels de protection et produits chimiques dans la société. D'où la pertinence d'impliquer tous les acteurs sociaux (services publics et privés, la société civile, les leaders locaux...) dans la dynamique de gestion rationnelle de ces produits chimiques et matériels de protection dans le but de limiter leurs impacts négatifs sur l'environnement et la santé humaine. En plus, les autorités politico-administratives devraient mettre en place des usines de recyclage de ces déchets non biodégradables et médicaux dont leur gestion constitue une véritable problématique.

### CONCLUSION

A travers cette étude, nous avons constaté que le manque d'informations et de formation de la population du Sud-Kivu en général et de la ville de Bukavu et ses environs en particulier sur les produits chimiques utilisés dans la riposte contre la COVID-19 a eu un impact négatif sur le plan sanitaire et environnemental. Nous avons pu constater que la population tant en milieu urbain que rural n'avait pas l'information sur le contenu chimique de ces produits désinfectants et additifs chimiques dans les équipements de protection en plastique. Les déchets non biodégradables (déchets médicaux et les équipements de protection tels que masques, gants, sur-chaussures, camisoles, les déchets plastiques résultant des services de restauration) ont aussi augmenté dans la ville de Bukavu et ses environs en cette période de la pandémie au point de faire émerger de manière significative une nouvelle catégorie des déchets.

Ceci prouve suffisamment que les impacts de la pandémie sur les produits chimiques et/ou déchets présentent un danger réel sur la santé humaine et l'environnement. Les produits chimiques qui ne sont pas approuvés par les services agréés; les mesures barrières produisant d'autres conséquences néfastes, la collecte et le traitement rationnel des déchets et déchets plastiques doivent faire l'objet d'une attention particulière des décideurs. Pareillement la sensibilisation et la conscientisation de la population ainsi que l'implication de tous les acteurs sociaux (publics et privés) est indispensables pour un changement de comportement, lequel est requis pour prévenir et limiter ces différents dégâts qui compromettent la réalisation des Objectifs du Développement Durable en RD Congo.

## **RECOMMANDATIONS CONCRETES ET PERTINENTES**

Malgré l'arsenal de mesures qui ont été prises par les autorités politico-administratives et sanitaires dans le souci de barrer la route à la pandémie de COVID-19, la grande majorité de la population de la ville de Bukavu et ses environs est restée indifférente. Dans la mise en œuvre de la riposte contre la Covid-19 dans la province du Sud-Kivu en général et en particulier à Bukavu, les interactions et/ou les dimensions sociales et environnementales ont été sous-estimées voire ignorées dans différents plans de riposte proposés et/ou de mise en œuvre.

Dans le souci de contribuer à la réduction des impacts négatifs des produits chimiques et déchets dangereux issus de la COVID-19, nous recommandons:

### **Aux autorités gouvernementales (provincial et central)**

- Un accompagnement technique et financier des Organisations de la Société Civile (OSC) pour une meilleure sensibilisation et formation des populations sur l'usage des produits chimiques et déchets dangereux dérivés de la pandémie de la COVID-19 en particulier ;
- Une gestion transparente des politiques visant la réduction de la propagation de la COVID-19, c'est-à-dire la quantité des bouteilles de gels désinfection, des gants de protection, des masques faciaux, des camisolles ... doivent être connus afin d'optimiser leur collecte après usage par les structures agréées ;
- Le gouvernement provincial en collaboration avec le pouvoir central (gouvernement central) dote les services frontaliers qui interviennent dans la chaîne de contrôle, des matériels et moyens leur permettant de recalculer tous produits illicites.
- Le gouvernement provincial renforce les services sécuritaires qui interviennent aux différentes frontières pour lutter contre la contrebande liée au trafic des produits chimiques et d'autres matériels de protection afin d'avoir une meilleure traçabilité des mesures de protections déployés et projeter leur collecte une fois devenues déchets.

### **Aux organisations communautaires, médias et OSC**

- Les radios communautaires accompagnent la population en formant et informant les masses afin de réduire les risques sanitaires et environnementaux de l'utilisation irrationnelle des produits chimiques et matériels de protection ;
- Toutes les organisations de la société civile accompagnent les communautés urbano-rurales dans la gestion rationnelle des déchets afin de garantir un bon cadre de vie aux générations actuelles et futures ;

- L'IPEN, les agences de développement et d'autres partenaires internationaux continuent de soutenir et d'accompagner davantage les OCB et ONG à travailler pour promouvoir la réalisation intégrale des Objectifs du Développement Durable (ODD).

## BIBLIOGRAPHIE

### A. Ouvrages et articles

1. BIGABA, E., « *Sud-Kivu : La ville de Bukavu enregistré ses deux premiers cas de Coronavirus* » [archive], sur *actualite.cd*, 10 avril 2020 et sur *jambordc.info*, 30 mars 2020.
2. MUDINGA, E., POLEPOLE, P., OMEGA, T., et KAFUNGA, O. (2020). *(De) masqué : ruse, résilience et résistance - la controverse d'une mesure COVID-19*. Angaza Institute, Covid-19 Séries.
3. *Plan Opérationnel COVID-19 Sud-Kivu et Maniema, Avril-Juillet 2020*.

4. Présidence de la RDC. Secrétariat technique Covid-19, *Plan de préparation et de riposte contre l'épidémie au Covid-19 en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, 2020.
5. *Rapport de la Conférence Internationale sur la gestion des produits chimiques, Troisième session Nairobi, 17-21 septembre 2012.*
6. *RDC, impacts sanitaires et socioéconomiques de la COVID – 19, analyse prospective et orientations de la riposte multisectorielle*, Kinshasa, Mai 2020
7. Situation Épidémiologique en RDC », sur *stopcoronavirusrdc.inf*
8. [www.congovirtuel.com › page\\_province\\_sud\\_kivu](http://www.congovirtuel.com/page_province_sud_kivu), [consulté le 24 novembre 2020]

#### **B. Sources orales (entretiens)**

1. Josué ARUNA SEFU, Coordinateur de la Société civile environnementale du Sud-Kivu, entretien tenu à Bukavu en date du 20 novembre 2020
2. Entretien réalisé chez City-Market/Bukavu en date du 23 novembre 2020

FRONT COMMUN POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ESPACES PROTEGES

"F.C.P.E.E.P" est une ONG Congolaise (RDC) situé dans la province du Sud Kivu à Bukavu

Mail : [fcpeep@gmail.com](mailto:fcpeep@gmail.com)/[fohncizab@gmail.com](mailto:fohncizab@gmail.com)

IPEN est le réseau mondial d'élimination des polluants : [www.ipen.org](http://www.ipen.org)

Ce travail a été rendu possible grâce au centre IPEN Afrique Francophone

Twitter: @IPEN\_AF

S/C: CREPD

Mail: [ngakengachille@yahoo.com](mailto:ngakengachille@yahoo.com)

